

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N°1198 le 26 septembre 2021

Dans ce numéro

L'implication du groupe russe Wagner au Mali jugée inacceptable par les responsables de la Défense de treize pays européens...

(Page 2)

L'AUKUS fait craindre une escalade dans la course aux armements et une exacerbation des tensions dans la région...

(Page 3)

La Finlande a accueilli une rencontre de responsables militaires russes et américains de haut niveau...

(Page 4)

Démonstration de force de l'armée chinoise à proximité de Taiwan...

(Page 5)

Protestations de Caracas après l'entrée d'un drone colombien dans l'espace aérien vénézuélien...

(Page 6)

La France en passe de signer avec la République tchèque un contrat portant sur la vente de 52 canons automoteurs CAESAR...

(Page 7)

FORMULATION D'ARTICLE

- Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

En République démocratique du Congo, arrestation d'un étranger soupçonné de former les rebelles ADF à l'utilisation de drones...

En République démocratique du Congo, un ressortissant étranger présenté par les autorités comme un Jordanien formateur des rebelles ADF a été arrêté sur un axe routier dangereux de Beni, dans l'est du pays, a-t-on appris hier de source gouvernementale. Il avait la charge de former des terroristes ADF à la manipulation de drones selon le porte-parole Patrick Muyaya. Selon une autre source, le terroriste avait sur lui un titre de séjour de la République du Kosovo qu'a pu consulter l'AFP. Ce document indique son âge, 40 ans, et mentionne la nationalité non pas jordanienne mais saoudienne.

(La voix de l'Amérique, le 22-09-2021)

Au moins trois morts et des dizaines de blessés après une série d'explosions dans la capitale économique du Burundi...

Au Burundi, au moins trois personnes ont été tuées et des dizaines blessées, hier soir, dans une série d'explosions dans la capitale économique, Bujumbura, dernière en date d'une série d'attaques dans le pays, ont indiqué police et médias. Ces explosions surviennent au lendemain de l'explosion meurtrière d'une grenade dans un bar de la capitale burundaise, Gitega, et des tirs de mortiers revendiqués par le groupe rebelle RED-Tabara sur l'aéroport de Bujumbura samedi soir. Au moins deux grenades ont explosé sur un parking de bus dans le centre de Bujumbura lundi vers 19 heures, heure locale, selon une source policière et des témoins. Une personne a été tuée et vingt-neuf blessées, certaines grièvement, a déclaré à l'AFP un policier qui a requis l'anonymat. La troisième explosion a visé un marché, tuant au moins deux personnes et blessant plusieurs autres, a rapporté le journal *Iwacu*.

(La voix de l'Amérique, le 21-09-2021)

En Grande-Bretagne, les adresses électroniques de 250 interprètes afghans demandant à être évacués rendues publics par inadvertance...

Le gouvernement britannique s'est excusé mardi d'avoir rendu public par inadvertance les adresses de courrier électronique de quelque 250 interprètes afghans qui demandaient à être évacués vers le Royaume-Uni après la prise de Kaboul par les taliban le mois dernier. Le ministre de la Défense, Ben Wallace, a expliqué devant le Parlement que la fuite de données personnelles provenait d'une erreur de manipulation de l'organisme chargé de faciliter les rapatriements, appelé Afghan Relocations Assistance Policy, qui a omis de masquer les adresses électroniques des destinataires au moment de l'envoi d'un *email*. Critiqué par des députés qui lui reprochaient d'avoir mis en danger la vie des interprètes restés en Afghanistan, Ben Wallace a assuré que Londres s'efforçait d'évaluer leur sécurité et leur avait conseillé en attendant de changer d'adresse électronique.

(Radio Sputnik, le 21-09-2021)

Les attentats de Jalalabad revendiqués par le groupe État islamique en Afghanistan...

Le groupe État islamique en Afghanistan revendique les attentats de Jalalabad, plusieurs explosions qui ont visé les taliban samedi et dimanche dans cette ville de l'est afghan. Au moins deux personnes sont mortes et une vingtaine d'autres blessées. Il s'agit des premiers attentats depuis le départ des Américains à la fin du mois dernier.

(Médi-1, le 20-09-2021)

Le déploiement de paramilitaires russes au Mali remettrait en cause l'engagement militaire de l'Allemagne et de la France dans le pays...

Le gouvernement malien ne permettra à aucun État de faire des choix à sa place et encore moins de décider quel partenaire il peut solliciter ou pas. C'est la réaction de Bamako aux accusations selon lesquelles le Mali cherche à recruter des mercenaires russes de la société privée Wagner. Dans un communiqué publié hier par le ministère malien des Affaires étrangères, le gouvernement de transition invoque l'exercice de sa souveraineté et le souci de préserver son intégrité territoriale. Le texte ne cite pas de pays, ou la société Wagner. Le gouvernement malien dénonce dans son communiqué des rumeurs et des articles de presse commandités s'inscrivant dans le cadre d'une campagne de dénigrement du Mali et de ses dirigeants. La France et l'Allemagne ont prévenu qu'un déploiement des paramilitaires du groupe russe remettrait en cause leur engagement militaire au Mali.

(La voix de l'Amérique, le 20-09-2021)

Les militaires estoniens se retireront du Mali si ce dernier conclue un accord avec la société militaire privée russe Wagner...

L'Estonie a mis en garde les autorités du Mali contre toute coopération avec le groupe paramilitaire privé russe Wagner, qui pourrait conduire au retrait de la centaine de militaires estoniens. C'est ce qui ressort des déclarations du ministre estonien de la Défense, Kalle Laanet, qui s'exprimait sur la chaîne publique estonienne *Vikerraado*. « Je suis convaincu que si un accord de coopération est conclu avec le groupe Wagner et que l'armée privée Wagner commence à opérer au Mali, le contingent estonien s'en ira » a-t-il affirmé. Les soldats estoniens sont déployés sur une base militaire de *Barkhane* proche de la ville de Gao, dans le nord du Mali. Leur principale tâche consiste à protéger cette base et à patrouiller à Gao et dans les environs, avait indiqué l'ancien ministre de la Défense, Juri Luik. Pour rappel, l'unité estonienne comprend des soldats d'infanterie, des traducteurs ainsi qu'une équipe de soutien.

(La voix de la Turquie, le 24-09-2021)

L'implication du groupe russe Wagner au Mali jugée inacceptable par les responsables de la Défense de treize pays européens...

Une éventuelle implication du groupe russe de sécurité privé Wagner au Mali serait inacceptable. C'est ce qu'ont encore martelé ce vendredi les responsables de la défense de treize pays européens réunis à Stockholm. Les responsables de ces pays n'ont toutefois pas brandi officiellement la menace d'un retrait de leurs troupes du Mali.

(Deutsche Welle, le 24-09-2021)

Au moins quinze militaires tués en cinq jours dans une des deux régions anglophones du Cameroun...

Au Cameroun, une quinzaine de soldats ont été tués dans deux attaques en cinq jours, la semaine dernière, dans le nord-ouest, une des deux régions anglophones en proie depuis quatre ans à un conflit meurtrier entre groupes séparatistes et forces de l'ordre, a annoncé ce lundi le ministère de la Défense.

(La voix de l'Amérique, le 21-09-2021)

Au moins neuf civils tués par des djihadistes présumés dans le centre-ouest du Tchad...

Au Tchad, au moins neuf villageois ont été tués en début de semaine par des djihadistes dans le centre-ouest du pays, une région en proie à d'incessantes attaques de Boko Haram et du groupe État islamique. L'assaut a eu lieu dans la nuit de dimanche à lundi dans le village de Blargue, sur le lac Tchad, une zone aux confins du Nigeria, du Cameroun, du Niger et du Tchad, quatre pays où opèrent régulièrement les groupes État islamique et Boko Haram. L'assaut et le bilan ont été confirmés par le chef d'une ONG locale sous couvert d'anonymat.

(La voix de l'Amérique, le 22-09-2021)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Dix civils tués lors d'une frappe américaine à Kaboul : la CIA affirme avoir prévenu l'armée de la présence d'enfants...

L'armée et les services de renseignement américains se sont mutuellement accusés concernant l'attaque qui a tué dix civils dans la capitale afghane, Kaboul. Les critiques implicites à l'encontre des services de renseignement, formulées par le commandant du CENTCOM Kenneth McKenzie lors d'un point de presse vendredi 17 septembre, suite à la mort de dix civils innocents, dont sept enfants, lors d'une frappe menée le 29 août à Kaboul, ont engendré une crise entre l'armée et les services de renseignement américains. Des sources proches de la CIA ont affirmé à *CNN* que l'armée américaine avait été avertie de la présence des civils, juste avant le lancement du missile *Hellfire* sur un véhicule Toyota blanc. Les sources ont déclaré que la CIA a envoyé à l'armée un code d'urgence indiquant qu'il y avait des enfants dans la zone d'attaque et dans le véhicule des civils. Elles ont précisé ne pas savoir si l'armée a répondu ou non à cet avertissement. La fuite de ces informations a attiré l'attention sur les déclarations de McKenzie. Le 17 septembre, McKenzie avait indiqué que des informations sur une « menace imminente » de Daesh contre l'aéroport et sur la présence d'un véhicule transportant des membres de Daesh et des explosifs leur étaient parvenues 48 heures avant la frappe. Aujourd'hui, la fuite d'informations provenant de sources de la CIA selon lesquelles l'armée avait été mise en garde, montre qu'il existe des tensions entre l'armée et les services de renseignement au sujet de cette attaque.

(La voix de la Turquie, le 20-09-2021)

... MILITAIRE ...

L'AUKUS fait craindre une escalade dans la course aux armements et une exacerbation des tensions dans la région...

Les pays d'Asie du Sud-Est redoutent que l'AUKUS, nouveau programme de sécurité entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Australie, ne provoque une escalade dans la course aux armements et une exacerbation des tensions dans la région. Dans le cadre de cette alliance militaire, les États-Unis et la Grande-Bretagne aideront l'Australie à construire des sous-marins à propulsion nucléaire, avec à l'esprit les activités maritimes croissantes de la Chine. Ce partenariat suscite des inquiétudes parmi les pays en désaccord avec Pékin sur des questions territoriales ou en raison d'intérêts en mer de Chine méridionale. Le Premier ministre malaisien, Ismail Sabri Yaakob, a déclaré vendredi au Premier ministre australien, Scott Morrison, que l'AUKUS pourrait inciter d'autres puissances à agir de manière plus agressive, notamment dans la région de la mer de Chine méridionale. Le ministère indonésien des Affaires étrangères a quant à lui publié une déclaration exprimant les profondes inquiétudes du pays, qui redoute une course aux armements et une affirmation de la puissance des trois pays de l'alliance dans la région. Le secrétaire de la Défense nationale des Philippines, Delfin Lorenzana, a souligné la position de neutralité de son pays sur l'AUKUS, affirmant que Manille souhaite maintenir de bonnes relations bilatérales en matière de défense avec tous les pays de la région. L'AUKUS figurera probablement parmi les sujets abordés lors du sommet de l'ASEAN qui doit avoir lieu fin octobre.

(Radio Japon international, le 20-09-2021)

Les MSBS sud-coréens devraient être déployés dès le second semestre de l'année prochaine...

Des missiles mer-sol balistiques stratégiques (MSBS) sud-coréens depuis un navire sous-marin seront opérationnels au deuxième semestre de l'an prochain. L'armée sud-coréenne achèvera la recherche et le développement de ces missiles au premier semestre 2022 au plus tard, avant de conclure un contrat de production massive pour déployer ces engins sur les navires sous-marins de 3 000 tonnes et plus. L'information a été révélée aujourd'hui par des sources gouvernementales. Pour être plus précis, la mise au point complète de ces missiles nécessitera plusieurs tirs d'essai supplémentaires. C'est ce qu'ont d'ailleurs déjà indiqué la Maison bleue et le ministère de la Défense le 15 septembre, le jour du tir d'essai réussi de deux missiles de ce type. Pour déployer cet arsenal, les autorités militaires envisagent de construire huit navires de taille moyenne supplémentaires, en plus du sous-marin de classe *Dosan Ahn Chang-ho* de 3 000 tonnes déjà construit : deux navires de 3 000 tonnes, trois de 3 600 tonnes et trois de plus de 4 000 tonnes. Au total 78 missiles seront répartis sur ces bâtiments.

(KBS World Radio, le 20-09-2021)

Washington refuse de faire bénéficier Séoul des technologies nucléaires de ses sous-marins...

La semaine dernière, Washington a annoncé un nouveau pacte de sécurité dans la zone indo-pacifique avec Londres et Canberra. En vertu de cette alliance militaire appelée AUKUS, les États-Unis aideront l'Australie à s'équiper de sous-marins à propulsion nucléaire. Il s'agit plus précisément d'exporter des technologies en la matière. Cette annonce a aussitôt conduit d'autres États comme la Corée du Sud à s'interroger sur la possibilité de bénéficier eux aussi d'un tel savoir-faire américain. La réponse est non. Lors d'un briefing téléphonique hier, un haut responsable de l'administration de Joe Biden a martelé que celle-ci n'avait pas l'intention d'étendre ce transfert à d'autres nations. Il a alors expliqué que l'Australie était un bon élève de la lutte contre la prolifération nucléaire et qu'elle continuait à se conformer à toutes les obligations en matière de non-prolifération nucléaire depuis plusieurs décennies. Par le passé, Séoul avait déjà évoqué la nécessité de se doter lui aussi de sous-marins nucléaires et continuait à sonder Washington sur la possibilité de lui transférer des technologies dans ce domaine.
(KBS World Radio, le 21-09-2021)

La Finlande a accueilli une rencontre de responsables militaires russes et américains de haut niveau...

Des responsables militaires américains et russes de haut niveau se sont rencontrés mercredi en Finlande, ont annoncé les forces de défense finlandaises dans un communiqué de presse. Ont pris part à cette réunion bilatérale Mark Milley, chef de l'état-major interarmées des États-Unis, et Valéri Guérassimov, chef de l'état-major général russe. Bien que l'ordre du jour de la réunion n'ait pas été rendu public, le porte-parole de M. Milley a indiqué aux médias internationaux que les deux responsables avaient discuté des efforts visant à améliorer la communication entre les deux pays, ainsi que de la manière de réduire les facteurs de risque potentiels. Bien que la réunion ait eu lieu au Konigstedt Manor de Vantaa - le siège du gouvernement finlandais, près d'Helsinki - la Finlande n'a pas participé à la rencontre. Un des attachés de presse de M. Milley, cité par la radio nationale finlandaise, a déclaré que la réunion avait permis de poursuivre des pourparlers visant à améliorer la communication et à réduire les risques. Selon le ministère russe de la Défense, cité par l'agence de presse russe TASS, la réunion aurait également permis aux deux parties d'aborder des questions d'intérêt mutuel, notamment la réduction des risques d'incidents lors des activités militaires. « Au niveau stratégique, cette réunion était vraiment importante » a déclaré au journal finlandais *Helsingin Sanomat* le directeur du département de la Guerre de l'université de la Défense nationale de Finlande, Petteri Kajanmaa.

(Radio Chine internationale, le 23-09-2021)

Au Maroc, fin de l'exercice militaire conjoint *Mantlet* ente les forces armées royales et la Garde nationale de l'Utah...

Ce vendredi est le dernier jour de l'exercice *Mantlet* au nord du Maroc. Les forces armées royales et la Garde nationale de l'Utah mènent depuis le 13 septembre des exercices conjoints de gestion de catastrophes dans le cadre d'opérations militaires entre les deux pays.

(Médi-1, le 24-09-2021)

Taïwan pourrait être invité par les États-Unis à participer au prochain exercice militaire international RIMPAC...

La Chambre des Représentants des États-Unis a adopté hier la loi sur l'Autorisation de la défense nationale 2022. Elle a suggéré que le ministère de la Défense américain invite Taïwan à participer au RIMPAC (*Rim of the Pacific exercise*) et à renforcer la coopération entre la Garde nationale américaine et Taïwan. Le National Defense Authorization Act a été adopté avec 316 voix pour et 113 voix contre, après plusieurs jours de délibération sur ce projet de loi. En accord avec le document de travail publié par la commission du règlement de la Chambre des Représentants, les dispositions concernant Taïwan sont incluses dans les articles 1243, 1247 et 1248. L'article 1248 souligne que la marine taïwanaise devrait être invitée à participer à l'exercice militaire *Pacific Rim* en 2022. Cet exercice militaire qui a lieu tous les deux ans, réunit les flottes de plusieurs pays sous la direction du Commandement du Pacifique, basé à Hawaï aux États-Unis. Il s'agit du plus grand exercice militaire maritime international au monde. L'article 1243 suggère une coopération entre les gardes nationaux américains et taïwanais. Il est prévu que le secrétaire à la Défense des États-Unis soumette un rapport sur la faisabilité de renforcer cette coopération à la commission correspondante de la Chambre des représentants avant le 15 février 2022 au plus tard. L'article 1247 vise à aider Taïwan à renforcer sa capacité d'autodéfense.

Les dispositions réaffirment que le Taiwan Relations Act et les six garanties constituent la pierre angulaire des relations entre les États-Unis et Taïwan.

(*Radio Taïwan international, le 24-09-2021*)

Démonstration de force de l'armée chinoise à proximité de Taïwan...

Hier, au lendemain de l'annonce de la candidature de Taïwan au Partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP), 24 avions militaires chinois, dont des avions de chasse, ont pénétré en deux sorties distinctes dans la Zone d'identification de défense aérienne (ZIDA) du sud-ouest de Taïwan. Selon le ministère de la Défense, le premier passage d'avions chinois dans le sud-ouest de la ZIDA comprenait 19 appareils, dont 12 chasseurs *Shenyang J-16*, deux avions de lutte anti-sous-marine *Shaanxi Y-8 ASW*, deux bombardiers *Xian H-6*, un avion *Y-8 EW* et deux chasseurs *Shenyang J-11*. Plus tard, 5 autres avions militaires chinois sont de nouveaux entrés dans la ZIDA. Selon une source de l'armée, hier et aujourd'hui, Taïwan a également observé deux corvettes lance-missiles chinoises dans ses eaux du sud-est. Ces navires se dirigeaient vers le Canal de Bashi. Selon Shu Hsiao-huang, analyste à l'Institut de recherche sur la défense et la sécurité nationales (INDSR) de Taïwan, la Chine tente de montrer ses forces en mer de Chine méridionale et ainsi envoyer un avertissement aux États-Unis pour qu'ils renoncent à leurs activités navales dans la région.

(*Radio Taïwan international, le 24-04-2021*)

Aux États-Unis la Chambre des Représentants approuve le financement du bouclier antimissile israélien *Dôme de fer*...

La Chambre américaine des Représentants a approuvé jeudi à une écrasante majorité une nouvelle enveloppe d'un milliard de dollars destinée à financer le bouclier antimissile israélien *Dôme de fer*, après une controverse provoquée en début de semaine par son soudain retrait d'un autre vote. Le texte a été approuvé par 420 voix contre 9 (huit démocrates et un républicain), tandis que deux parlementaires démocrates présents se sont abstenus. Il doit ensuite être soumis au vote final du Sénat, à une date qui n'a pas encore été fixée. Les États-Unis participent régulièrement depuis dix ans au financement de ce système antimissile. « Merci aux membres de la Chambre des Représentants des États-Unis, démocrates et républicains, pour leur soutien écrasant à Israël et leur engagement en faveur de sa sécurité. Le peuple d'Israël remercie le peuple américain et ses représentants pour leur amitié indéfectible » a *tweeté* le Premier ministre israélien Naftali Bennett. Le ministre des Affaires étrangères Yaïr Lapid a également publié une déclaration remerciant les membres de la Chambre des États-Unis qui ont soutenu le projet de loi.

(*I24News, le 24-09-2021*)

En Colombie, seconde visite en trois mois de l'amiral Craig. S. Faller, commandant de l'US SOUTHCOM...

La deuxième visite, en trois mois, en Colombie du chef du Commandement Sud des forces armées des États-Unis, Craig. S. Faller, suscite aujourd'hui des inquiétudes au milieu de la tension entre cette nation et le Venezuela voisin. Dans des déclarations à *Prensa Latina*, le sénateur du Pôle démocratique Ivan Cepeda a rappelé que depuis le début du gouvernement d'Ivan Duque, une très forte présence américaine s'est manifestée dans ce pays. « Nous, depuis le Congrès, nous avons dénoncé que cette présence militaire n'a pas été soumise aux procédures constitutionnelles en vigueur en Colombie » a souligné Cepeda. Il a expliqué qu'en 2020, par exemple, l'arrivée d'un bataillon des Brigades d'assistance des forces de sécurité (SFAB) des États-Unis pour conseiller dans la lutte contre le trafic de drogue, n'a jamais fait l'objet d'une consultation pour une approbation et une autorisation du Congrès. Elle n'a pas non plus été soumise à l'approbation du Conseil d'État, bien que les deux soient des instances qui, selon la Constitution, doivent être consultées lorsqu'il s'agit de présence de troupes étrangères sur le territoire national, a-t-il souligné. « Nous constatons que ce séjour se perpétue et se renforce au milieu d'une politique d'un gouvernement qui a été hostile à tout dialogue avec le Venezuela et à ses autorités et qui a une politique ouvertement interventionniste et agressive envers d'autres pays » a souligné le sénateur. Il a ajouté que cette présence du chef du Commandement Sud en Colombie va dans le même sens que ce que nous avons vu pendant toutes ces années : une intervention américaine de plus en plus importante et croissante sur notre territoire et le soutien à une politique d'agression menée par le gouvernement d'Ivan Duque. Dans le contexte de la visite de Craig. S. Faller, les États-Unis ont transféré deux avions C-130 *Hercules* en Colombie dans un autre signe de soutien à la force publique dans ses opérations contre le trafic de drogue, a déclaré le ministre de la

Défense, Diego Molano. Ces avions, a-t-il ajouté, augmentent notre capacité à transporter des troupes, à soutenir les opérations humanitaires et renforcer la défense de la sécurité nationale. Ce mardi, Molano a décoré l'amiral Craig. S. Fallar de la médaille militaire de la catégorie Grande Croix pour services distingués.

(Radio Havane Cuba, le 22-09-2021)

Protestations de Caracas après l'entrée d'un drone colombien dans l'espace aérien vénézuélien...

Les forces armées du Venezuela ont dénoncé l'entrée d'un drone colombien dans une zone frontalière, en violation de l'espace aérien vénézuélien. Dans un communiqué publié mardi, les Forces armées nationales bolivariennes (FANB) du Venezuela, considérant que la violation de l'espace aérien de leur pays coïncide avec la visite en Colombie du chef du Commandement Sud des États-Unis, Craig Fallar, a dénoncé Bogotá comme base militaire de Washington. Selon la note, un drone du type *Hermes*, appartenant à l'armée de l'air colombienne, a violé l'espace aérien vénézuélien lundi, à 16h48, heure locale, et a été détecté par les systèmes du Commandement vénézuélien de la défense aérospatiale, survolant le territoire de la municipalité de Jesús María Semprúm, État de Zulia (nord-ouest), sans autorisation de survol et sans plan de vol. « Cet événement constitue une menace flagrante à la sécurité de la nation car il s'agit d'un système militaire utilisé pour des missions de reconnaissance aérienne, qui n'a certainement pas été involontaire ou fortuite, car elle coïncide avec la présence en Colombie de l'amiral Craig Fallar, chef du Commandement Sud des États-Unis, lors de sa deuxième visite cette année en territoire colombien pour discuter soi-disant des questions de la coopération en matière de sécurité » souligne le texte. Le Venezuela souligne dans le communiqué qu'il y a des signes clairs d'un « stratagème » entre Bogotá et Washington pour réaliser « un de ses connus faux positifs » ou tout autre incident qui leur permettrait de continuer à engendrer l'instabilité et à torpiller le processus de dialogue inter-vénézuélien qui se déroule actuellement au Mexique, en quête de solutions aux problèmes du pays, de la paix et de l'unité de tout le peuple vénézuélien. À cet égard, il rappelle que, sur ordre du président vénézuélien Nicolás Maduro, les forces de la FANB surveillent constamment l'espace aérien du pays et se maintiendront en état d'alerte contre toute provocation. « Qu'est-ce que le Commandement Sud des États-Unis est venu faire en Colombie ? ». C'est la question posée par le ministre vénézuélien de la Défense, Vladimir Padrino López, dans un message sur *Twitter*, dans lequel il dénonçait également que « Alors que l'Amérique latine ouvre la voie à l'intégration, l'oligarchie nauséabonde qui règne en Colombie encourage la guerre en tant que base avancée des opérations de l'impérialisme pour déstabiliser la région ». Washington et Bogotá ont réaffirmé en avril leur alliance contre Caracas, exprimant leur engagement partagé, sur ce qu'ils ont appelé « restaurer la démocratie et l'État de droit » au Venezuela. Face à cela, Caracas avertit que Bogotá complotait pour saboter les dialogues inter-vénézuéliens entre les délégations du gouvernement et la Plateforme unitaire, qui rassemble l'opposition la plus radicale.

(Radio Havane Cuba, le 22-09-2021)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

L'armée de l'air taïwanaise aurait signé un contrat avec Dassault pour le soutien technique de ses *Mirage 2000*...

Cela fait déjà 24 ans que les 60 avions *Mirage 2000*, achetés en 1992, sont en service dans l'armée de l'air taïwanaise. Face aux intimidations des chasseurs chinois pénétrant presque quotidiennement dans la Zone d'identification de défense aérienne (ADIZ) de Taïwan depuis des mois, les *Mirage 2000* ont dû multiplier leurs vols pour intercepter les intrus, ce qui a contribué à accélérer le vieillissement des appareils. Sans préciser sa source, la chaîne publique taïwanaise *PTS* a récemment révélé que pour améliorer la maintenance des *Mirage 2000*, l'armée de l'air de Taïwan aurait signé un accord avec le groupe Dassault pour un soutien technique sur cinq ans. Le montant de cette affaire s'élèverait à plus de 24 millions d'euros. Selon cet accord, le fabricant français devrait envoyer ses ingénieurs à Taïwan pour soutenir directement les techniciens locaux, alors que jusqu'ici Dassault se contentait de fournir à son client des pièces de rechange. Interrogé par *PTS*, le porte-parole de l'armée de l'air Chen Kuo-hua a refusé tout commentaire. Pour sa part, le député Wang Ting-yu, de la Commission parlementaire des affaires militaires, a estimé que cet accord devrait permettre de faire passer de 60% à 75% la fiabilité des installations et des armes en question. À noter qu'en termes de dépenses, une mission d'un *Mirage* pourrait représenter un coût de quelque 21 500 euros par heure, alors qu'il suffirait d'un peu plus de 12 000 euros pour un chasseur IDF, de fabrication locale, et à peine 8 000 euros pour un F-16

de fabrication américaine. Cette différence de dépenses aurait incité l'armée à considérer une mise en veille des appareils *Mirage*.

(Radio Taïwan international, le 22-09-2021)

La France en passe de signer avec la République tchèque un contrat portant sur la vente de 52 canons automoteurs CAESAR...

La République tchèque et la France signeront jeudi prochain le contrat portant sur la fourniture de 52 canons automoteurs *CAESAR* par la société d'armement française Nexter Systems. Le montant de la commande s'élève à un peu plus de 8,5 milliards de couronnes (environ 335 millions d'euros). Le document sera paraphé dans le cadre de la visite à Prague de la ministre française des Armées, Florence Parly. L'information a été communiquée, vendredi, par le département presse du ministère de la Défense tchèque. Après plusieurs années d'hésitations et de longues négociations entre les diverses parties, la République tchèque a confirmé, le 13 septembre dernier, cet investissement. Une importante partie de la production de ces véhicules équipés d'un système d'artillerie se fera en République tchèque.

(Radio Prague international, le 25-09-2021)

... CYBERESPACE ...

Taïwan à la cinquième place au classement mondial de la liberté sur internet...

L'organisation américaine Freedom House vient de publier un classement mondial de la liberté sur internet. Taïwan figure en tête de l'Indo-Pacifique et en 5e position mondiale, après l'Islande, au premier rang mondial, et le trio Estonie, Canada et Costa Rica. Tout au fond du classement se trouve la Chine, derrière Cuba, la Birmanie et l'Iran. Par ailleurs, la Birmanie, la Biélorussie et l'Ouganda sont les trois pays avec le recul le plus significatif. L'évaluation portant sur plus de 70 pays prend notamment en compte l'accessibilité d'internet, les restrictions de contenu et la violation des droits des usagers. Selon Freedom House, au cours de l'année passée, au moins 48 pays ont mis en place de nouvelles réglementations relatives à la gestion d'internet. Cependant, comme la Chine, plusieurs gouvernements se sont également servis de ces mesures pour restreindre la liberté d'expression ou pour collecter davantage d'informations personnelles. En revanche, Taïwan, inclus pour la première fois dans le classement, est qualifiée d'exemplaire par Freedom House selon qui, l'île sait toujours défendre la liberté d'expression pendant qu'elle lutte contre les innombrables fausses informations, majoritairement en provenance de la Chine.

(Radio Taïwan international, le 22-09-2021)

Antonio Guterres appelle le monde à se réveiller face à la menace du numérique et à l'utilisation d'armes autonomes...

Le secrétaire général de l'ONU a appelé hier le monde à se réveiller face aux menaces, face aux divisions. Parmi ces menaces, le numérique. C'est le cri d'alerte lancé par Antonio Guterres. Ces menaces, ces divisions se retrouvent aussi en miroir sur la toile. Nous qui croulons sous les notifications et autres alertes que nous recevons quotidiennement sur nos téléphones, écoutons celle lancée par Antonio Guterres : « Une vaste bibliothèque d'informations est en train d'être constituée sur chacun d'entre nous et nous n'y avons même pas accès. Nous ne savons pas comment ces informations ont été recueillies ni dans quel but. Mais nous savons que nos données sont utilisées à des fins commerciales pour augmenter encore les profits. Nos comportements et habitudes deviennent des produits qui sont vendus comme des contrats à termes. » Des données utilisées aussi malgré nous, contre nous, pour influencer nos opinions. « Les gouvernements et d'autres entités peuvent les exploiter pour contrôler et manipuler le comportement des citoyens bafouant ainsi les droits humains et sapant la démocratie. Ce n'est pas de la science-fiction. Aujourd'hui des armes autonomes peuvent prendre pour cibles des personnes et les tuer sans intervention humaine. De telles armes devraient être interdites. Mais il n'y a pas de consensus sur la manière de réglementer ces technologies ». Nécessité donc d'avoir un débat sérieux car la connectivité reste un droit humain fondamental, selon l'ONU. Pour cela il faut donc améliorer la coopération numérique, protéger les données, réglementer l'intelligence artificielle, parce qu'en temps de pandémie mondiale le numérique s'est révélé comme l'un des outils par excellence de l'inclusion. L'inclusion numérique, c'est l'expression à retenir pour ne plus être pris au piège de la toile.

(Médi-1, le 23-09-2021)

En Grande-Bretagne, la prolifération des escroqueries en ligne considérée comme une menace pour la sécurité nationale...

Les escroqueries en ligne prolifèrent au Royaume-Uni au point que les banques ne parviennent plus à les endiguer, ce qui représente une menace pour la sécurité nationale, a prévenu l'association sectorielle UK Finance mercredi dans un rapport semestriel. Les criminels ont prospéré pendant la pandémie avec diverses fraudes qui ont généré plus de 750 millions de livres sterling (873 millions d'euros) au premier semestre au Royaume-Uni, un bond de 30% sur un an, note le rapport. Un montant presque équivalent a été évité grâce aux systèmes de détection des banques. Si les années précédentes les fraudes avaient lieu surtout par l'intermédiaire de prélèvements bancaires non autorisés, notamment par l'intermédiaire de cartes de paiement volées, cette année, pour la première fois, la majorité des fraudes viennent de transactions autorisées. Les criminels ont pour cela manipulé et poussé les utilisateurs bancaires à communiquer leurs données personnelles grâce à des appels téléphoniques, emails, des messages sur les réseaux sociaux ou des sites internet frauduleux, détaille UK Finance. « Il y a eu une augmentation significative des arnaques où des criminels se font passer pour des banques, agents du gouvernement ou même des personnels de santé, ou encore une hausse des achats frauduleux où les gens pensent acquérir un bien qui ne se matérialise jamais » détaille le rapport. Autre préoccupation du secteur bancaire : les arnaques aux investissements où les consommateurs peu avertis perdent leur argent après avoir été convaincus de mettre leurs économies dans des placements fictifs aux rendements promis faramineux. Ces escroqueries utilisent toutes des plateformes en ligne et des publicités sur internet mensongères. L'association du secteur financier britannique s'inquiète aussi d'une hausse des publicités en ligne pour transporter de l'argent issu de la criminalité, qui ciblent particulièrement les jeunes qui ne réalisent pas forcément ce qu'ils risquent ou ce qu'ils font, dénonce UK Finance. « Pendant toute la pandémie, nous avons travaillé avec d'autres industries y compris les opérateurs de téléphonie et les plateformes internet. Si un projet de loi britannique sur la sécurité en ligne représente une opportunité importante les publicités mensongères ne sont pas couvertes par ce texte » conclut UK Finance, appelant les législateurs, le gouvernement et les régulateurs à agir vite.

(Radio Sputnik, le 23-09-2021)

Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30